R4 : Pas de soutien à l'autoritarisme de Vučić !

Résolution à l'int. de l'Assemblée des délégué·e·s du 5 septembre 2020 à Bussigny (VD)

Dépositaire : Groupe de travail international

Le 21 juin 2020 ont eu lieu en Serbie les premières élections sur le continent européen depuis le début de la pandémie. Celles-ci se sont cependant déroulées dans un climat de tension, la majorité des partis d'opposition, du centre gauche à l'extrême droite, boycottant les élections, estimant qu'il est devenu impossible de prétendre à des élections « justes et indépendantes » en Serbie. En effet, depuis son arrivée au pouvoir en 2012, le Parti progressiste serbe (SNS) et son président Aleksandar Vučić n'ont fait que restreindre les libertés fondamentales dans le pays. Vučić, président du pays depuis 2017, est ainsi accusé d'autoritarisme "informel" par de nombreuses·eux chercheuses·eurs, à l'instar du Prof. Florian Bieber. Cet autoritarisme ne passe pas par une modification des pouvoirs légaux du président, fonction symbolique en Serbie, mais d'un côté par l'influence stricte qu'exerce Vučić sur les député·e·s et les ministres issu·e·s de son parti ou de sa coalition, et de l'autre par un contrôle strict de nombreux médias (*Informer*, *Politika*, *Pink TV*) ou des pressions sur les médias et journalistes resté·e·s hors de ce contrôle, à l'instar de *N1*.

Sans surprise, le SNS a ainsi obtenu, dans des élections à la légitimité plus que contestable, plus de 60% des voix. En y ajoutant les voix des partis alliés, il devient clair que Vučić obtient ainsi une majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale lui permettant de modifier la Constitution comme bon lui semble. Il peut ainsi aussi bien augmenter les pouvoirs présidentiels que ratifier un accord de partage de territoire avec le Kosovo, qui risquerait de plonger toute la région dans le chaos. L'annonce des résultats des élections a été suivie d'importantes manifestations, notamment à Belgrade, qui ont été réprimées avec une extrême violence par la police serbe, qui s'est attaquée y compris à de simples passant·e·s.

Malgré tout cela, une condamnation formelle des élections se fait encore attendre : si certains partis, comme le Parti socialiste européen ou même l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe ont appelé à la création d'une commission d'enquête, la Commission européenne et le Parti populaire européen (PPE) se sont enfermés dans un mutisme assourdissant. Certain·e·s de leurs membres, à l'instar de l'ancien président du Conseil européen et actuel président du PPE Donald Tusk, sont même allée·e·s jusqu'à féliciter Vučić pour sa victoire.

La Suisse ne peut pas soutenir le système autocratique mis en place en Serbie par Aleksandar Vučić et le SNS. C'est pourquoi la Jeunesse socialiste suisse appelle le Conseil fédéral :

- À condamner officiellement le déroulement des élections du 21 juin 2020 et les violentes répressions policières qui les ont suivies ;
- À appeler à la création d'une commission d'enquête indépendante et à de nouvelles élections auxquelles tous les partis acteurs de la vie politique serbe seraient prêts à participer ;
- À dénoncer l'accord de libre-échange avec la Serbie en vigueur depuis 2010 et à geler les avoirs des dirigeant·e·s de la République de Serbie si ces demandes ne sont pas satisfaites.

Proposition du Comité directeur : accepter.